



## Vie étudiante : l'heure du bilan de François Hollande

« Nous avons en France des vendeurs de cacahuètes, incapables de faire la promotion de ce qui se fait de bien dans notre pays. » C'est par ces mots que Thierry Mandon, secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur, a amorcé, mercredi 22 février, la défense du bilan du quinquennat s'agissant de la vie étudiante. Comme théâtre de cet exercice de promotion, le ministère a choisi l'inauguration d'un lieu de vie étudiant dans l'immense chantier de la future université de l'Ouest francilien, Paris -Saclay. Suivi par un aréopage de patrons d'écoles et d'universités et de responsables locaux, le secrétaire d'Etat a parcouru un terrain hérissé de grues avant de visiter un des rares bâtiments terminés. Cafétéria, restaurant universitaire, salle de sport ... un bel écrin tout neuf pour faire les comptes de la mandature, à son crépuscule.

Thierry Mandon à Saclay le 22 février 2017. Eric Nunès / Le MondeAu sein de l'enseignement supérieur, « les choses changent », a assuré Thierry Mandon. Les conditions de vie des étudiants ont été, à l'en croire, au cœur de la politique jeunesse de l'exécutif depuis près de cinq ans. « Nous avons mis un demi-milliard sur les bourses des étudiants », a-t-il fait valoir. 37 % d'étudiants boursiers dans le supérieur Plus précisément, ce sont 550 millions d'euros supplémentaires qui ont été consacrés ces cinq dernières années aux aides directes aux étudiants, dont plus de 445 millions aux bourses sur critères sociaux, d'après les chiffres du ministère de l'éducation nationale. Désormais, quelque 700 000 étudiants sont boursiers, soit une progression de 11 %, portant à près de 37 % la part de boursiers dans le supérieur. Près de 260 000 étudiants ont bénéficié d'une augmentation de leurs bourses – pour 80 % issus de la classe moyenne et près de 20 % parmi les milieux plus modestes. Lire : Bourses étudiantes : le détail des montants pour l'année 2016-2017« Cet investissement est plus que positif, salue Lilâ Le Bas, présidente de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF). Il était urgent, vu le niveau de précarité des étudiants. Mais il reste totalement insuffisant, car très vite, le quinquennat a donné lieu à des choix d'austérité, sans véritable remise à plat du système d'aides sociales. » Un effort budgétaire qui ne manque pas non plus de faire apparaître, en miroir, l'absence de moyens supplémentaires mis sur la table pour les universités – sauf en toute fin de quinquennat. Elles accueillent pourtant, en licence, une très grande partie des jeunes issus de milieu défavorisé, et font face au boom démographique avec plus de 30 000 étudiants supplémentaires chaque année, depuis trois ans. « Les conditions d'études se dégradent à l'université » « Les conditions d'études se dégradent à l'université, déplore ainsi la présidente du syndicat étudiant. Avec des amphis bondés, un nombre d'enseignants insuffisant, ou encore un manque de places dans les filières demandées par les bacheliers, alors qu'on sait que l'orientation par défaut est l'un des premiers facteurs d'échec. » Sur les cinq années du quinquennat, l'échec constaté durant les premières années universitaires, particulièrement élevé, n'a pas diminué. Lire aussi : Améliorer la réussite à l'université, un chantier inabouti Parmi les autres mesures destinées à faciliter la vie étudiante figure la caution locative étudiante. Mise en œuvre à la rentrée 2013, elle permet aux étudiants qui n'ont pas de garant de louer un logement avec la caution de l'Etat. A son lancement, le gouvernement prévoyait qu'elle concernerait entre « 14 000 à 20 000 étudiants » en régime de croisière, à partir de 2017. Mais seulement 10 300 étudiants en ont eu l'usage. C'est peu quand on sait que la France compte plus de 2,5 millions d'étudiants, dont 1,6 million seraient prêts à quitter leur famille. Seuls 30 000 étudiants ont fait usage de l'aide à la recherche du premier emploi pour sa première année d'existence Autre nouveauté du quinquennat au service des étudiants : l'aide à la recherche du premier emploi (ARPE), mise en place à la rentrée 2016. Elle permet aux étudiants boursiers entrant sur le marché du travail d'obtenir la poursuite du versement de leur bourse pendant une période de quatre mois suivant l'obtention de leur diplôme. Quelque 126 000 jeunes auraient pu bénéficier de cette mesure, pour laquelle le gouvernement avait prévu une enveloppe de 130 millions d'euros par an, mais seuls 30 000 étudiants en ont fait usage pour cette première année d'existence. Enfin, pour atténuer le poids du logement qui grève le budget des étudiants, le candidat François Hollande avait promis, en 2012, un investissement d'envergure. Promesse tenue, selon Thierry Mandon qui a souligné « un effort de construction de 40 000 logements étudiants sur le quinquennat ». Mais à



deux mois de la prochaine élection présidentielle, ce ne sont pas 40 000, mais 27 000 logements qui sont sortis de terre. Soit les deux tiers de l'objectif initial. « La promesse sera tenue fin 2017 », a affirmé la ministre de l'éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem, dans 20 Minutes. Plutôt« en 2018 », corrige un responsable du dossier. Soit bien après la fin du quinquennat, même si en effet, le bilan est le meilleur des trois dernières mandatures dans ce domaine.